

Sébastien Chenu : "Marine Le Pen ne propose ni la guerre ni des choses indécentes, elle se situe dans le cadre républicain. Nous pensons juste qu'il est possible de faire autrement"



Le Rassemblement national fait sa rentrée ce weekend à Fréjus. Sur fond de difficultés financières, le parti s'organise en opposition à Emmanuel Macron et en vue des élections européennes de 2019.

Avec Sébastien
Chenu

Atlantico : C'est la rentrée officielle de Marine Le Pen ce week-end, même si on l'a déjà vue un peu bousculée dans le Var plus tôt cette semaine. À défaut d'avoir convaincu vos adversaires que vous aviez changé en changeant de nom comme l'a mis en lumière cet épisode, pensez-vous que la greffe du Rassemblement national a pris auprès des militants ? Pas de nostalgie du FN ?

Sébastien Chenu : Vous me parlez de la visite de Marine le Pen dans le Var, je vous parle de la visite qu'elle a effectuée à Châlons-en-Champagne où elle a été extrêmement bien accueillie. Evidemment, ça défraie toujours moins la chronique dans ce sens-là. Mais, il faut quand même rappeler cet épisode.

En ce qui concerne le Rassemblement National, nous avons construit un nouveau parti politique, reste à lui donner de la chair. C'est-à-dire qu'on a changé de nom, changé les statuts, changé l'organisation interne. Maintenant, et c'est la deuxième étape, on avait dit que l'élection européenne nous le permettrait, on va mettre la chair. C'est-à-dire que nous allons rassembler, faire venir à nous, des gens qui n'ont pas toujours combattu à nos côtés mais qui partagent notre analyse globale de la situation et les propositions que l'on peut faire pour redresser la France.

C'est évidemment cette deuxième étape qui est importante et elle ne permet pas de nourrir une quelconque nostalgie. L'idée c'est de regarder l'avenir, ainsi il n'y a aucune nostalgie du FN.

En revanche, il y a des enjeux. Il y a encore des challenges à mener pour que le RN soit cette structure dans laquelle il y a une diversité de profils, une diversité d'engagements, une diversité de vécus politiques. Et c'est les élections européennes, à travers la liste que présentons, qui pourra en donner le témoignage.

Quelles thématiques le RN entend-il porter en cette rentrée ?

Bien sûr, le discours de rentrée de Marine Le Pen va poser les jalons du programme des élections européennes. C'est évidemment une base structurante de l'offre politique que nous faisons.

Outre ce thème principal, elle en abordera d'autres. Certains seront classiquement ceux que le RN depuis longtemps tel que le refus d'une Europe noyée sous une déferlante migratoire mais également des thèmes qui sont peut-être plus neutres tel que celui de l'écologie au sens large.

A ce titre, elle s'interrogera sur le monde dans lequel on souhaite vivre. Est-ce plutôt un monde de producteurs et de consommateurs ou au contraire, est-ce que notre engagement politique nous pousse à proposer un modèle différent aux Français ? En fin de compte, ce sont deux choix de sociétés qui vont s'affronter. C'est-à-dire celui qui est porté par Emmanuel Macron dont on connaît les tenants et les aboutissants placés sous l'égide de l'Europe ultra-libérale, fédéraliste. Et puis le nôtre dans lequel les nations sont libres, indépendantes, travaillent les unes avec les autres mais dans lequel nous ne sommes pas que des producteurs ou que des consommateurs. Ce sont deux visions du monde, de la société françaises qui vont se structurer.

Marine Le Pen abordera aussi l'un des grands classiques de la rentrée : les protections de nos compatriotes. Nous considérons que le rôle d'un chef d'Etat est de protéger les siens : les protéger économiquement, socialement, physiquement contre les insécurités. Or, Marine Le Pen va dans ce cadre rappeler les missions que l'on est en droit d'attendre d'un chef de la République.

Pour ma part, je dirai qu'il y a deux types de chefs d'Etat au monde : ceux qui protègent les leurs, leur économie, leur sécurité. C'est-à-dire des gens comme Trump, Poutine, Netanyahu. On peut ne pas être d'accord avec eux et les politiques qu'ils mènent à l'interne mais force est de constater que ces dirigeants protègent leur population.

De l'autre côté, il y a un autre type de chef d'Etat à la Macron, Merkel, Trudeau qui exposent les leurs. Les exposent à tous les dangers sociaux, migratoires, sécuritaires. Ce sont deux visions du monde qui s'affrontent. Or, Marine le Pen va rappeler qu'elle est là pour protéger les Français.

S'il y avait une chose (ou plusieurs) à garder de la politique d'Emmanuel Macron, laquelle serait-ce ? Et à l'inverse, quelle est la politique mise en œuvre qui vous paraît la plus dommageable pour le pays ?

Pour l'instant, je ne garderai pas grand-chose de la politique d'Emmanuel Macron. En effet, même sur les points qui auraient pu être intéressants, le chef de l'Etat n'est pas allé jusqu'au bout.

Je pense, par exemple, aux politiques pour sauver le patrimoine. A l'origine, il y avait la bonne volonté de Stéphane Bern. Bonne volonté qui a été immédiatement ruinée par le groupe LREM qui a voté, dans le cadre de la loi Elan, un retrait des architectes des bâtiments de France sur les projets. Donc, demain on pourra construire ou détruire un certain nombre de quartier sans l'autorisation des Bâtiments de France. Et donc même dans cette politique-là, que j'aurai bien aimé regarder avec bienveillance, Emmanuel Macron est en capacité de ruiner les meilleures volontés dont celle de Stéphane Bern.

La réalité c'est le bilan nullissime d'Emmanuel Macron un an et demi après. Et c'est surtout la déconstruction petit à petit de l'édifice français. Il ne s'agit pas d'une mesure en particulier. Emmanuel Macron a décidé de s'attaquer avec dextérité à la déconstruction de notre pays. Il le déconstruit socialement, il s'attaque aux droits du travail et ce sans pour autant créer d'emplois.

Il le déconstruit aussi en termes d'équilibre, c'est-à-dire qu'il ne protège pas les Français. Il met moins de budget pour les protéger, il met moins de budget sur l'immigration clandestine. Il le déconstruit sur l'agriculture, la PAC au niveau européen va baisser, or Emmanuel Macron vient de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires pour les saisonniers. Une énième mesure qui pénalise encore les agriculteurs..

Dans tous les domaines il déconstruit le modèle français. Evidemment qu'il y a besoin de réformes en France. Mais, il y a besoin de réformes qui nous renforcerons, nous protégerons et nous donnerons la capacité de conquérir le monde, pas de réformes qui déconstruisent un modèle par petits bouts. En fait, c'est cette vente à la découpe permanente de la France qui est le marqueur principal de sa politique.

Rentrée à minima ce week-end, difficultés à financer des actions politiques : votre parti aura-t-il les moyens de faire campagne voire même d'exister si la justice confirme la saisie des sommes qui devaient vous être versées au titre des aides publiques ? Avez-vous envisagé la création d'une autre structure de secours ?

Alors, deux choses. Tout d'abord, ce n'est pas un hasard, la difficulté financière ça ne tombe pas du ciel. Ce sont des juges qui ont des engagements en politique à l'extrême gauche qui ont décidé de confisquer notre subvention publique. Ce qui n'arrive évidemment à aucun autre parti. Nous ne sommes pas condamnés, et le procès sur les assistants parlementaires n'est pas instruit.

D'autres partis politiques, tel que le Modem, ont exactement les mêmes reproches qui leur sont fait par l'Union Européenne. Pour eux, aucun problème : leur subvention publique sera versée. Elle est versée à tous les autres partis y compris à ceux qui sont très endettés comme les Républicains. Il y a donc bien une volonté politique de nous faire plier.

Pour le reste, oui, rassurons-nous nous n'allons pas nous laisser assassiner en silence. Nous sommes touche-touche avec LREM dans les sondages pour les européennes, nous sommes en tête de toutes les oppositions. Donc on voit bien qu'il y a cette volonté, parce qu'ils ne parviennent pas à nous faire plier électoralement, de nous faire plier par d'autres moyens.

Evidemment, nous serons présents aux élections européennes. Evidemment, le budget de l'élection européenne n'a rien à voir avec le budget de fonctionnement du RN à l'année. Donc qu'il n'y ait pas de confusions, nous serons bel et bien là. Nous avons construit un parti nous ne sommes pas décidés à nous faire assassiner.

Indépendamment de cette épée de Damoclès judiciaire, comment expliquez-vous que malgré ses bons scores électoraux lui garantissant des subventions publiques conséquentes, le RN semble aussi mal géré et flirte régulièrement avec la cessation de paiement ? Il y a quand même de quoi en concevoir quelques doutes sur la capacité du parti à gouverner, non...?

Nous n'avons aucune condamnation, nous sommes en conflit avec l'administration européenne, qui n'est pas une juridiction. Il n'y a aucune condamnation, nous ne sommes donc pas mal gérés. Nous contestons ce qui nous a reproché et nous revendiquons la présomption d'innocence.

Nous n'avons d'ascenseur à renvoyer à personne. Nous combattons un système qui permet d'unir des médias, des banques, des groupes et des politiques. Ce sont ces gens qui se soutiennent les uns et les autres, ce sont ces gens qui font front contre nous parce qu'ils n'ont aucun intérêt à nous voir arriver au pouvoir.

Dans le cadre de ce soutien que s'apportent mutuellement groupes de presse, partis politiques, grands groupes financiers, on nous mène une guerre qui n'est pas loyale, qui n'est pas la guerre dans les urnes, projets contre projets. Il s'agit ici à contrario d'une guerre dans laquelle on tente de nous faire plier de toutes les façons.

Nous, nous n'allons pas nous laisser faire, et s'ils imaginent un seul instant que les Français qui nous ont fait confiance vont accepter de les voir s'attaquer à nous juridiquement -comme ils le font en Italie contre Matteo Salvini- ils se mettent le doigt dans l'œil. On ne peut rien contre la volonté des peuples.

Partout, dans toutes les nations européennes, les peuples se soulèvent et refusent le modèle qu'on essaye de leur imposer. L'Union Européenne et, à travers elle tous les bras armés dont elle dispose (l'Office européen de lutte antifraude, les groupes financiers, la Commission européenne), essaye de nous tordre le bras. Et ce, partout en Europe dès lors que des individus s'opposent à l'UE.

Et bien nous, nous sommes déterminés. Ils pensent que parce qu'ils nous ont empêché de faire un grand meeting de rentrée, nous allons plier ? Grosse erreur. La preuve, le dernier sondage qui sort nous donne encore en hausse.

Il faut bien comprendre, que nous on défend un autre modèle. On ne propose pas la guerre, on ne propose pas des choses indécentes, on se situe dans le cadre républicain. On pense qu'il est possible de faire autrement. Il y a d'autres pays qui ont choisi ces voies. Que l'on nous combatte politiquement c'est normal, c'est le jeu de la démocratie. Mais, aujourd'hui, on essaye de nous tordre le bras comme l'Union Européenne l'a fait en essayant de marginaliser la Hongrie parce que les hongrois ont élu un dirigeant qui propose une autre voie politique, qui ne veut pas de migrants, par exemple.

Et bien, c'est pareil en France : les électeurs se déterminent et se détermineront en fonction des choix qu'ils font pour l'avenir. Et ce n'est pas parce que l'on essayera de nous faire plier, de nous mettre en examen (pour se rendre compte ensuite qu'il n'y a rien), que l'on reculera. Cela ne nous fait pas du tout peur.

Florian Philippot sort ces jours-ci un livre cinglant sur son expérience au sein du FN et pointe notamment le manque de convictions fermes de Marine Le Pen. On se doute que vous n'allez pas aller dans son sens, mais le RN présente-t-il aujourd'hui une cohérence idéologique solide ? Derrière les thèmes traditionnels développés par le parti comme l'immigration, la sécurité ou l'échec de l'Europe actuelle, y-a-t-il des propositions de solutions ?

Je pense que tous les Français savent exactement qui nous sommes, ce que nous défendons : que nous sommes hostiles à l'Union Européenne, que nous sommes hostiles aux politiques migratoires, que nous sommes pour la présence d'un Etat fort sur ses missions régaliennes. Le reste c'est du blabla.

Moi je ne commente pas quelqu'un qui n'est non pas à la tête d'un parti politique, il n'a jamais fait élire personne, mais qui est à la tête d'une association. Je ne vais pas commenter les propos d'un président d'association qui est seul, qui est donné à moins d'1% dans les sondages.

Je pense que les Français sont lucides sur ce que nous proposons. On est d'accord ou pas avec nous, ça c'est autre chose, mais je crois qu'il n'y a aucun Français qui ne sait pas dans quelle direction le RN veut amener notre pays. On peut faire tous les procès en sorcellerie que l'on veut à Marine Le Pen mais je pense que les Français savent très bien sur quelle base politique la France serait gérée.

Florian Philippot a fait un choix, il nous a suivi jusqu'aux élections. Il était d'accord avec un programme qui n'a pas fondamentalement changé hormis, éventuellement, sur la question de l'euro. Qu'il ait choisi de partir, très bien, il défend le Frexit, très bien, rendez-vous sur les tas de sable : on verra bien. Mais on ne va pas se comparer à quelqu'un qui fait 1% et vient de nos rangs.

Avoir eu confiance aussi longtemps en Florian Philippot qui semble dire désormais qu'il n'a jamais eu un grand respect intellectuel ou politique pour Marine Le Pen et qu'il la manipulait sur sa ligne politique, est-ce que c'était une erreur de jugement de la part de la présidente du parti ?

Florian Philippot est arrivé au FN parce qu'il était en accord avec la ligne de Marine Le Pen et non l'inverse. Il a ensuite souhaité mener son aventure personnelle, après les présidentielles, parce qu'il n'assumait pas un échec collectif. A savoir, d'avoir perdu les élections présidentielles.

Pourtant, dans la vie il faut assumer. Moi j'assume que nous avons fait des erreurs durant cette campagne. J'assume également qu'historiquement nous n'avons jamais été aussi haut, un électeur sur trois a fait confiance à Marine Le Pen. Donc j'assume ce qui a peut-être moins bien marché et j'assume également ce qui a fonctionné et ce qui a été historique.

Que Florian Philippot n'ait pas voulu assumer, qu'on lui ait fait un certain de reproches, c'est son problème. Seulement, il ne faut pas déguiser ça en différends politique alors que c'est personnel.

Je ne commente pas les propos de quelqu'un qui a fait la route avec nous, qui nous trouvait toutes les qualités avant de nous trouver, ensuite, tous les défauts. Ce n'est pas très cohérent et d'ailleurs personne ne s'y trompe lorsque l'on voit le peu de soutien qu'il rencontre.

Le clivage nationalistes anti-immigration contre progressistes défenseurs d'une "mondialisation ultra libérale" peut-il suffire à ramener le RN dans la position qu'il a brièvement occupée en 2017, à savoir celle d'un parti susceptible d'accéder au pouvoir ? Les institutions et le mode de scrutin français produisent un contexte très différent de celui des pays dans lesquels vos alliés ont été élus, en Italie ou en Hongrie par exemple. Le RN n'aurait-il pas besoin de plus que des slogans surfant sur une réalité émotionnelle ?

Tout d'abord, je ne reconnais pas le mot progressiste. En tous les cas, je n'admets pas qu'on l'accrole à Emmanuel Macron. Si le progressisme c'est vouloir accueillir toute la misère du monde pour entasser les gens porte de la Chapelle, ou sur des ports comme à Calais ou tuer nos agriculteurs ; si c'est ça le progressisme évidemment je ne le partage pas.

Moi je crois que le progressisme c'est permettre à chacun d'être heureux et de développer un avenir là où il est, là d'où il vient. C'est également, à mes yeux, avoir une agriculture enracinée, avoir une identité préservée qui permet aux gens de maintenir leur équilibre et aussi de conquérir le monde.

Alors c'est sûr que ce monde que nous promet Emmanuel Macron, celui d'ubérisation totale, avec culture déracinée et un monde sans frontière... Si c'est ça le merveilleux monde d'Emmanuel Macron, alors bien évidemment il est loin de celui que nous proposons.

A partir du moment où l'on a un islam radical qui se développe -il y aurait 300 000 personnes qui se revendiquent ou qui sont proches du salafisme en France- et bien on peut imaginer qu'il y a un problème d'islam radical dans notre pays et un problème de changement de civilisation.

Oui, nous nous battons pour la préservation de cette civilisation, de ses grands équilibres et notre capacité à dialoguer avec toutes les nations libres, de ne pas être soumis à une puissance supranationale. Nous sommes des gens libres, un peuple libre et nous considérons que nous devons le rester.

Il ne s'agit pas d'une réalité émotionnelle. Quand vous avez comme à Châteaudouble dans le Var un petit village de 300 habitants dans lequel on vient installer nuitamment environ 72 migrants, perturbant ainsi l'équilibre des villageois, ça n'est pas un fantasme.

La misère, le communautarisme, l'effondrement sociale ce n'est pas un fantasme, ce n'est pas de l'émotion. Ces gens-là, ces électeurs-là ont vu le résultat des politiques dramatiques qui sont menées depuis quelques années dans notre pays.

On leur ferme leurs usines, leurs hôpitaux de proximité, leurs transports de proximité, on leur vide leurs centre-villes et des populations étrangères importées, s'y installent donnant lieu au déséquilibre de territoires entiers. Ce n'est pas de l'émotion, ce sont les résultats de politiques qui sont décidées par certains, c'est très concret. Et si ça crée de l'émotion, elle est légitime car c'est leur vie qu'on fracasse.

10 ans après Lehman Brothers et le déclenchement de la grande crise de 2008 qui a plongé l'Europe dans une décennie de marasme économique, quelle analyse en faites-vous ?

Ecoutez, je trouve que rien n'a changé. Les dettes bancaires et financières qui étaient celles de 2001 sont en encore plus lourdes 17 ans après. Donc, rien n'a changé, j'ai l'impression que ce système non seulement échoue et qu'il n'a pas été corrigé.

Et que demain ce n'est pas une crise, peut-être, qui viendra des Etats-Unis mais une crise financière qui peut nous venir d'Asie et à laquelle il faut se préparer. Je pense que rien n'a changé parce que la logique qui mène le monde est toujours la même.

Sous l'impulsion de Florian Philippot, le parti était devenu très anti-libéral économiquement, pensez-vous que vous puissiez convaincre une majorité d'électeurs de vous porter au pouvoir en tenant un discours aux accents quasi gauchistes et hostile aux entrepreneurs ?

Je ne crois plus du tout en l'axe droite gauche. Donc je ne crois pas du tout aux mesures en les cataloguant à droite ou à gauche. Par exemple, je ne sais pas si le CICE -qui a coûté plusieurs milliards aux Français et qui est une mesure de soutien aux entreprises (laquelle n'a pas créé d'emploi) - est une mesure de droite ou de gauche mais je pense qu'il faut arrêter avec cette mesure.

A contrario, je crois qu'il faut soutenir le tissu des PME et TPE parce que ce sont elles qui créent de l'emploi et non les grands groupes. Alors que le CICE a été utilisé par les grands groupes comme Carrefour qui ferme aujourd'hui de nombreuses entreprises en France alors qu'il a empêché pendant des années de l'argent public qu'il ne rend pas. Je ne sais pas si l'on peut dire que cette mesure est de droite ou de gauche, mais c'est une mesure qui ne va pas.

Moi, je pense qu'il faut surtout avoir un état solide sur ses fonctions régaliennes : la sécurité, l'éducation, la justice, la santé.. Sur ça on doit mettre le paquet et sur le reste on doit permettre aux entrepreneurs qui ont des idées, de vivre de leur travail et ce sans toutes les contraintes financières qui les étouffent.

Je pense que l'on doit permettre aux Français de rêver, de vivre de leur travail, d'acquérir une propriété, de se projeter. Quand je vois que le président de la République veut revenir sur les droits de succession en les alourdissant, je ne sais pas si c'est une idée de droite ou de gauche, mais je vois surtout que c'est une mesure qui tue définitivement le rêve français d'acquérir à la propriété. Un rêve qui est essentiel pour de nombreuses familles françaises, même les plus modestes.

Par conséquent je ne m'inscris pas dans cette ligne libéral ou anti-libéral, je pense qu'un Etat doit mener des politiques publiques dans ses fonctions régaliennes, doit protéger les Français. C'est plutôt une politique d'intérêt générale et de bons sens que nous défendons par opposition à la politique d'Emmanuel Macron qui se construit dans un prisme de déconstruction totale.

Vous qui venez des LR, l'union des droites, qui agite beaucoup de militants ou de personnalités comme Robert ou Emmanuelle Ménard, même si les états-majors s'y opposent fermement, vous y croyez ? Est-ce que vos électeurs semblent le souhaiter ?

A partir du moment où je ne crois plus en l'axe droite/gauche, je ne crois pas que l'union des droites soit le passeport immédiat pour la victoire. Je pense que c'est restrictif, je pense que ça n'a pas fait ses preuves. D'ailleurs Robert Ménard a été élu contre une liste de l'UMP aux municipales de Béziers, avec le soutien du RN, donc il n'a pas fait l'union des droites et ses meilleurs scores il les a obtenus dans des quartiers populaires. Quartiers où les gens étaient habitués à voter à gauche.

Je ne crois plus du tout en cet axe et je considère que l'union des droites est trop restrictive. Cependant il faut déconstruire les murs qui ont été construits autour de nous par des états-majors médiatiques politiques pendant tant d'années, et il faut parler aux gens de droite qui désirent nous parler.

Je ne crois pas à ces histoires de partis politiques mais je pense qu'il est nécessaire de parler à tout le monde. Quand on considère que nous sommes fréquentables, il faut leur répondre et discuter avec eux. On ne fait pas de procès en sorcellerie basé sur les idées, il faut s'ouvrir à tous peu importe leur passé. L'union des droites n'est pas un passeport pour la victoire mais parler aux gens de droite qui veulent nous parler c'est nécessaire et utile.

Quel serait pour vous le candidat idéal pour mener la bataille des Européennes ?

Idéalement, j'aurais adoré que Marine Le Pen puisse le faire si elle n'avait pas été élue députée à l'Assemblée Nationale. Puisque ce n'est pas possible, je pense que le candidat idéal est celui qui pourra réunir deux qualités : un niveau parfait de connaissances des institutions européennes et des enjeux.

Quelqu'un qui serait très solide sur le fond, donc mais aussi quelqu'un qui incarnerait une rupture totale avec Emmanuel Macron. Après qu'il vienne de la société civile, du RN ou d'un autre mouvement ça n'a pas d'importance. On a plutôt une offre assez large de choix, Marine Le Pen tranchera, mais je pense que l'on peut surprendre les Français.